

Bulletin

UNION DÉPARTEMENTALE CGT ISÈRE



■ 32 Avenue de l'Europe - 38030 Grenoble cedex 2 ■ Tél. 04 76 09 65 54 ■ e-mail accueil@cgtisere.org ■ www.cgtisere.org ■

SOMMAIRE

1 ÉDITORIAL

2-3 LUTTES

- Chaîne humaine au barrage du Sautet
- 19 avril 2018 : le début de la convergence des luttes
- C'était une belle journée !

3 VIE SYNDICALE

- Droit aux vacances et à la culture

4-7 DOSSIER MAI 68

- Témoignage étudiant en 2018
- Témoignage étudiant en 1968
- Institut d'Histoire Sociale
- Mai 68 dans le monde

8 AGENDA

NON PAGINÉ

Tickets de tombola de l'UD CGT 38



Suivez-nous sur Facebook : www.facebook.com/CGT38/



@CGT_38_Isere

ÉDITO

LA CONVERGENCE DES LUTTES POUR IMPOSER UN AUTRE PROJET DE SOCIÉTÉ



Le 19 avril a été la convergence d'un foisonnement de luttes partout en France pour dire stop aux politiques autoritaires et libérales de Macron et son gouvernement, mais aussi pour revendiquer de nouveaux droits, de nouveaux choix.

Des milliers de salariés se mobilisent tous les jours dans les administrations et dans les entreprises, pour plus de salaire, plus d'emplois, plus de garanties collectives, plus de protection sociale, plus de services publics.

Macron a été certes élu président de la République mais la société qu'il veut nous imposer, on n'en veut pas.

On ne veut pas d'un monde où les riches seront encore plus riches et tous les autres encore plus pauvres. On ne veut pas d'un monde où pour se soigner, il faudra payer.

On ne veut pas d'un monde où pour que nos enfants aillent à l'école, il faudra payer. On ne veut pas d'un monde où l'on sera obligé de travailler jusqu'à la mort car notre système de retraite aura été dézingué.

On ne veut pas d'un monde où la misère conduira à la haine de l'autre. On ne veut pas d'un monde où nos gouvernants belliqueux et se croyant les maîtres du monde feront la guerre en toute impunité.

On ne veut pas d'un monde où les migrants, des êtres humains comme nous, mourront en Méditerranée, dans les Alpes, en camps de détention ou dans la rue car on les aura laissés crever.

On ne veut pas d'un monde où nos vieux seront maltraités. On ne veut pas d'un monde où nos jeunes seront matraqués.

On ne veut pas d'un monde où les travailleurs se retrouveront soumis aux injonctions du MEDEF, aux injonctions du capital !

Toutes les réformes, les décisions politiques sont portées par Macron mais il n'est que le porte-flingue du MEDEF. Et nous, notre flingue à nous, pour transformer la société, c'est de se mobiliser en masse.

Les agents et les salariés en masse doivent se mobiliser en grève car le MEDEF ne comprend que lorsqu'on touche à son porte-monnaie. Les privés d'emploi en masse doivent se mobiliser car ils ne sont pas des assistés. Les retraités en masse doivent se mobiliser car ils ne sont pas des nantis. Les étudiants et lycéens en masse doivent également se mobiliser car le choix de société dans laquelle ils veulent vivre, c'est maintenant que ça se joue !

La CGT aspire à une société de progrès social et de paix et ne capitulera jamais devant le capital et les gouvernants qui l'accompagnent.

Le 19 avril a été une nouvelle étape dans le processus de mobilisations. D'autres rendez-vous de mobilisations sont d'ores et déjà programmés.

LA CGT APPELLE À PARTICIPER ACTIVEMENT À TOUTES LES MOBILISATIONS. PLUS QU'UN SOUTIEN AUX LUTTES, C'EST LA MOBILISATION DE TOUS ET TOUTES QUI RESTE INDISPENSABLE POUR GAGNER UN AUTRE PROJET DE SOCIÉTÉ !

Nadia Sahli
ST Grenoble





Le 8 avril

CHAÎNE HUMAINE AU BARRAGE DU SAUTET

Le 8 avril, près de 400 personnes ont formé une chaîne humaine sur le barrage du Sautet. Cette action symbolique visait « la mise sous protection citoyenne » de l'ouvrage, et de ses trois centrales hydrauliques associées. Cet ensemble est l'un des premiers sur la liste des ouvrages EDF concernés par l'ouverture à la concurrence décidée par le gouvernement afin de se conformer aux exigences de la Commission européenne.

Avant, deux établissements publics (EDF & GDF), qui ont créé les conditions de toujours adapter la production aux besoins des consommateurs au plus juste coût et ce, en proposant aux usagers une forte proximité et des délais d'intervention très courts.

Aujourd'hui, une multitude de fournisseurs / producteurs d'électricité et de gaz auxquels s'ajoutent les gestionnaires de réseau (ENEDIS, GRDF, RTE, GRT-Gaz et régies). La production est adaptée en fonction du prix du marché. Les usagers ne sont là que pour payer le surcoût. Des interventions sur le réseau au service des usagers sont devenues payantes, les délais sont de plus en plus longs, la proximité n'existe plus et les réseaux construits sont de moins en moins conformes aux normes en vigueur.

En parallèle de tout ça, les conditions de travail des salariés se dégradent : management par le stress, manque de formation, augmentation des accidents de travail et RPS, appel à la sous-traitance, recours abusif à l'intérim alors que ces emplois pourraient devenir pérennes...

Les tarifs hors taxes sont jugés trop bas pour permettre la concurrence. Il faut donc augmenter les prix pour favoriser la concurrence. Tout le contraire de ce qui avait été promis.



QUELQUES CHIFFRES :

- 13 millions de personnes en précarité énergétique
- 64 milliards d'euros de dividendes versés par EDF et Engie depuis 14 ans
- Prix du gaz + 75 % depuis 2005
- Prix électricité + 30 % depuis 2005 ■



Matthias Deroo
Syndicat ENEDIS

Le 19 avril

LE DÉBUT DE LA CONVERGENCE DES LUTTES



Cette nouvelle journée de mobilisation a rassemblé près de 5 000 personnes dans les rues de Grenoble, à l'appel de la CGT, Solidaires et FSU.

Pour la première fois aussi, l'USTM, sous l'impulsion de la fédération de la métallurgie, appelait ce jour à la **convergence des luttes** sur leur problématique de



convention collective, mais nous ne pouvons pas nous contenter de cette journée comme du nombre de personnes dans la rue.

Au vu des **attaques de ce gouvernement** qui glisse doucement vers une monarchie totalitaire, la réponse de la CGT n'est pas à la hauteur de celles-ci. Nous pouvons déplorer l'absence de nos élus dans cette manifestation, ce qui amène une question : nos élus ont-ils tous pris en compte la situation ? Nous pouvons constater que dans beaucoup d'entreprises, il n'y a ni AG, ni distribution de tracts.

Nous élus CGT devons prendre nos responsabilités et aller au contact des salariés, échanger avec eux sur la situation actuelle et ce qui va arriver comme la réforme des retraites, car ce n'est que par **l'arrêt de**

la production que nous ferons plier ce gouvernement. Il est aussi important que nos Unions Locales soient au plus près des salariés qui n'ont pas les informations CGT, par des plans de distribution de tracts, collages, etc.

Mes camarades, nous devons et allons écrire une page historique de notre CGT, à nous tous de ne pas passer à côté.

VIVE LA CGT ! ■



Nicolas Cazalis
Secrétariat UD



Le 1^{er} mai

C'ÉTAIT UNE BELLE JOURNÉE !

Quelle belle image que de voir ces 8 000 participants « En marche » en Isère. Mais pas n'importe laquelle ! Ce ne sont pas des moutons, des nantis, des brebis galeuses et encore moins des fainéants. Ce 1^{er} mai, des femmes, des hommes, des enfants, se sont rassemblés pour illustrer ce qu'est la fraternité en ce jour de fête du Travail. En cette période de mouvements sociaux et de cinquantenaire de Mai 68, ce rassemblement a été d'autant plus symbolique. Ce n'est pas une grève, mais bel et bien une démonstration de nos convictions, idéologies. Ce gouvernement peut bien essayer de minimiser notre colère, décrédibiliser nos mouvements ; mentir sur nos attentes... il n'en demeure pas moins qu'On ne lâchera rien.

2018 est une année riche en luttes et en ce milieu d'année, **I** est « Réconfortant » de voir que les citoyens ne sont pas à bout de souffle.

Ce 1^{er} mai a été précieux en rencontres, débats, échanges, convivialité. Nous sommes des épicuriens qui avons soif de justice sociale et de reconquêtes. De la buvette aux prises de parole,



en passant par les concerts, rien ni personne n'a pu altérer cette soif. Partout en France, les manifestations ont illustré cela. N'en déplaise à Macron : la CGT est et restera vecteur de lien social, de convergence des luttes et force d'oppositions et de propositions.

RENDEZ-VOUS TOUS LES JOURS DE NOTRE VIE POUR DÉFENDRE NOS DROITS ET CONQUIS SOCIAUX ! ■



Elisa Balestrieri
Secrétariat UD

VIE SYNDICALE



Loisirs et Solidarité des Retraités

DROIT AUX VACANCES ET À LA CULTURE

Au sein de l'association LSR (Loisirs et Solidarité des Retraités), nous partageons des valeurs universelles de solidarité, d'égalité entre nos adhérents quelle que soit leur opinion philosophique ou religieuse, mais aussi la fraternité, la convivialité, la générosité, la lutte contre l'isolement. Prendre toute sa place à LSR est important pour une association comme la nôtre : être au plus près de nos adhérents.

En 20 ans, du fait de la politique menée par les gouvernements successifs, **le pouvoir d'achat des retraités a baissé de 20 % !** Nous assistons depuis le mois de juin à une « contre-révolution » cassant tous les droits conquis par des générations de travailleurs dans les luttes depuis 80 ans, qui consiste à prendre dans les poches des travailleurs, des retraités, des plus modestes pour donner aux plus riches !

Notre situation s'aggrave en 2018 avec l'augmentation de la CSG de 1,7 point. Dans ces conditions, nous pouvons être



fiers que LSR s'inscrive pleinement dans les actions menées depuis 2014 par le groupe des Neuf (CGT, CFE-CGC, FO, CFTC, FSU, SOLIDAIRES, FGR, UNRPA et LSR) afin d'exiger des niveaux de pensions permettant aux retraités de vivre dignement et d'accéder à la culture, aux loisirs, aux vacances et aux activités physiques et sportives. C'est le but alloué à LSR.

Qui peut soutenir que le droit aux vacances serait un luxe, alors que 6 retraités

sur 10 ne partent jamais faute de moyens suffisants ? Avec l'organisation de séjours Bourse Solidarité Vacances dans divers centres du Tourisme Social nous donnons la possibilité à ceux qui ne sont jamais partis d'y accéder.

La culture n'est pas une marchandise mais elle doit être considérée comme un droit, y compris pour les retraités. C'est le sens de notre « charte nationale pour le droit et les conditions d'accès à la culture pour tous et toutes les retraités ».

IL EST DONC DE NOTRE RESPONSABILITÉ DE DÉVELOPPER OU D'INITIER À TOUTES LES FORMES DE CULTURE. ■



Michelle Fourré
LSR

Témoignage

INSÉRÉE « PAR ACCIDENT » EN MILIEU UNIVERSITAIRE

« En 1968, j'étais mariée maman de deux enfants : la dernière née en février 1968. Je sortais de l'enseignement technique à la Marinière à Lyon, salariée depuis 1957, d'abord au Maroc, ensuite Directrice des Maisons des Jeunes et de la Culture.

Grâce à une circulaire ministérielle de 1963, mon diplôme professionnel de La Marinière (BSEC) a été reconnu comme équivalent au baccalauréat pour entrer en faculté de Droit et Sciences Économiques. J'étais donc « en reprise d'études » (en 3^{ème} année de Sciences Économiques) à l'Université des Sciences Sociales de Grenoble.

À l'Université l'ambiance était très différente. Sciences Éco était dominé par la personnalité de Gérard Destane De Bernis et des équipes qui gravitaient autour de l'Institut du Travail. Mélange de personnalités progressistes et d'anarchistes. Par contre à la fac de Droit, c'était une ambiance très réactionnaire.

Durant toutes ces semaines j'ai vécu une situation complètement dissociée : à la Faculté, c'était une vraie situation révolutionnaire, les cours avaient lieu dehors, dans le patio. Ils se transformaient en discussions passionnées. Les rapports entre étudiants s'étaient eux-mêmes transformés. Des équipes de discussion se créaient, inventaient le futur ; les rapports entre étudiants et enseignants étaient eux-mêmes transformés. Cela a été une époque foisonnante, créative, très riche. Et à la fin du mouvement, nous avons eu l'impression que le rideau se baissait et qu'une partie de nos rêves pour le futur était reportée... à plus tard.

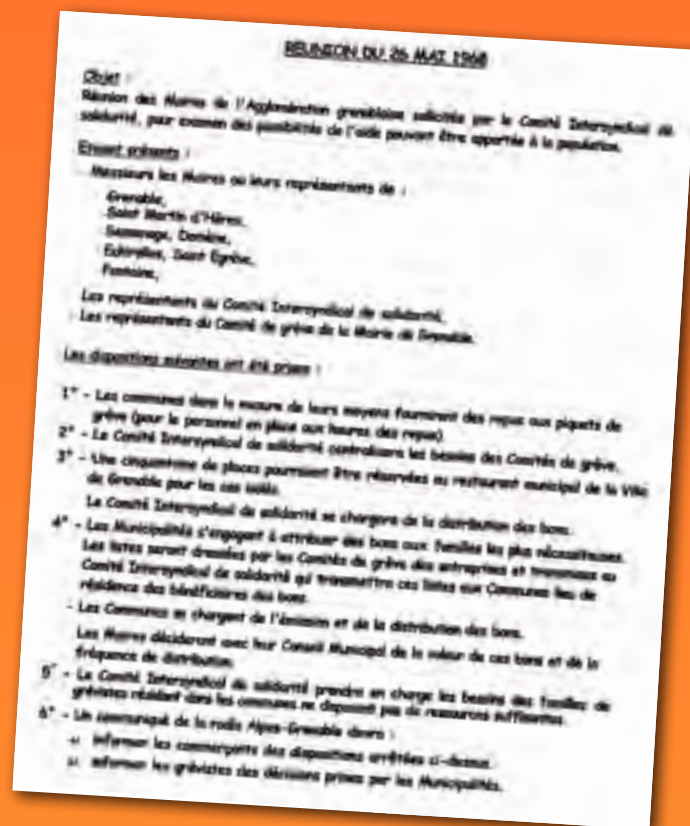
Par contre, en tant que militante communiste, j'avais beaucoup de chance d'avoir vécu déjà dix années de vie communiste dans mes activités antérieures et dans mon quartier. Sinon, je n'aurais pas compris l'attitude du Parti. Ma situation était inconfortable : j'étais mandatée par les étudiants de Sciences Eco pour les représenter au bureau de l'Unef et quand j'arrivais à l'Unef, j'étais éjectée manu militari (par la fenêtre du 1^{er} étage selon les vœux de Boisgontier « en tant que Pute du Parti » si des étudiants ne m'avaient pas aidée à descendre... par l'escalier).

Ce qui me reste en mémoire, c'est le divorce entre ma vision du communisme et les premières déclarations de la Direction du Parti au début des événements.

Heureusement, il y avait Jean Giard et la direction de la Section de Saint-Martin-d'Hères. Il a toujours été possible de discuter et de débattre dans un climat très fraternel.

Après Mai 68, rien n'était plus pareil. À la fac, les lois Faure et Savary ont été l'exemple même d'un grand chambardement. Mai 68 a été de ce point de vue un grand moment positif pour la jeunesse de notre pays. »

Annie Breyton
Étudiante en Mai 68



Témoignage

ÉTUDIANT EN MAI 2018

« En 1968, il y avait moins de 700 000 étudiants, pour la plupart issus de la bourgeoisie. L'université restait un privilège des classes supérieures.

En 2018, ils sont plus de 2,5 millions, leur origine sociale s'est diversifiée, l'enseignement supérieur s'est démocratisé et de plus en plus d'enfants des classes populaires ont pu entrer dans un milieu auparavant réservé à une élite. C'est le principal changement qui a eu lieu chez les étudiants depuis 1968.

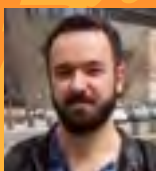
Il est devenu difficile de parler d'étudiants bourgeois lorsque leur taux de pauvreté frôle les 20% et que la précarité oblige la moitié d'entre eux à se salarier. Si on s'intéresse à leurs conditions matérielles, les étudiants de 2018 sont plus proches des travailleurs que ne l'étaient ceux de 68. Avec le Plan Étudiants et la sélection à l'université, c'est l'accès à l'enseignement pour ces étudiants précaires qui se joue.

Mais l'activité syndicale et politique est en berne. Moins de 1 % des étudiants sont syndiqués, seuls 19 000 adhèrent à l'UNEF contre 30 000 en 68 et 5 000 pour l'Union des Étudiants Communistes, respectivement premier syndicat et première organisation politique étudiante en France. La dépolitisation du milieu étudiant est la même que celle qui touche les travailleurs.

Mais on assiste à un sursaut depuis fin mars. Les assemblées générales qui étaient peu suivies (sauf dans des universités comme le Mirail de Toulouse) se sont massifiées lorsque la répression de la police et de l'extrême droite a commencé.

C'est ce qui est arrivé à Grenoble après que la police a attaqué les étudiants qui se rassemblaient contre la tenue d'un colloque de Frontex. Nous sommes passés d'une centaine d'étudiants et de personnels en AG à plus de 700 après les répressions. Le blocage et l'occupation de plusieurs des principaux bâtiments du campus ont suivi et l'université vit maintenant au rythme de la grève – joyeuse.

Même scénario dans plus d'une quinzaine de campus en France. **Et le mouvement ne semble pas près de faiblir.** »



Maxime Favier
Étudiant en Mai 2018



INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE

Sans argent et sans solidarité, impossible de mener et réussir une grève sur une longue durée, Mai 1968 n'a pas échappé à ce phénomène.

D'abord, il a fallu assurer le paiement des salaires antérieurs dus, alors que beaucoup d'entreprises et de banques étaient bloquées. L'exemple le plus significatif est celui de Merlin Gerin (MG), où les usines sont occupées le 20 mai. Le comité de grève obtient de la direction, dès le mercredi 23 mai, le règlement d'un acompte de 200 Francs pour les personnels à l'heure et 400 Francs pour les mensuels, celui-ci doit se faire entre le 25 et le 27 auprès de 4 banques désignées.

Aux environs du 20 mai 1968, se met en place un Comité Intersyndical de Solidarité, qui siège au deuxième étage de la Bourse du travail, rue Berthe de Boissieux, à Grenoble, il regroupe la CGT, la CFDT, FO et la FEN et va prendre en charge toutes les questions relatives à la vie courante des grévistes.

La santé d'abord. Environ 100 médecins conventionnés vont accepter de prodiguer des soins gratuits aux grévistes et à leurs familles, sur présentation d'un bon délivré par les comités de grève ou d'entreprise. Les médicaments prescrits sont retirés dans les pharmacies, avec paiement du seul ticket modérateur, cela dès le 24 mai 1968. Le syndicat des pharmaciens reviendra sur cette mesure le 10 juin, alors que le mouvement n'est pas encore terminé.

Des contacts sont pris avec la Caisse Primaire d'Assurance Maladie pour assurer le règlement de prestations dont le calcul est bloqué par le mouvement de grève des employés. Le 28 mai, la Direction de cet organisme annonce qu'elle va rembourser certains dossiers urgents (200 sur MG). Un bureau est ouvert tous les jours à l'usine A et les camarades grévistes de la Sécurité sociale annoncent qu'ils traiteront la liste des cas sociaux établie par les comités de grève.

Des dispositions similaires sont prises avec la Caisse d'Allocations Familiales (30 mai).

Pour le ravitaillement, les camarades vont s'appuyer sur les municipalités et une réunion est organisée le 26 mai (voir son compte rendu). Les maires de Meylan et Saint-Martin-Le Vinoux se joindront à ce dispositif le 27 mai et les syndicalistes CGT de la Faculté vont organiser des distributions de repas chauds à compter du mardi 3 juin.

Un véritable travail de fourmi se met en place. Des dons d'anonymes, de commerçants parviennent au comité intersyndical de solidarité et aux piquets de grève. Par exemple, un carton de pizza et de petits pains est amené par un boulanger le 27 mai à l'usine A de MG. L'argent récolté lors de collectes sur la voie publique est transformé en bons d'achat de 3 à 5 Francs, qui seront honorés par la grande majorité des épiciers et boulangers.

Mai 1968, c'est donc également cela, une occupation des usines dans une ambiance festive la plupart du temps, une solidarité qui dépasse nettement le contour de la classe ouvrière et permettra par son ampleur le plein succès de ce mouvement.

L'Institut d'Histoire Sociale
de la CGT- ISERE



1968 EN EUROPE ET DANS LE MONDE

Regarder à travers le pare-brise ne doit en aucun cas nous empêcher de regarder de temps à autre dans le rétroviseur. Pas par nostalgie, mais pour continuer à apprendre des expériences, analyses, actions et succès d'hier ou d'avant-hier.

L'année 1968, de ce point de vue, a cette force de rester dans l'inconscient collectif comme l'année où le monde a changé, où la démocratisation des sociétés s'est imposée, où la parole s'est libérée. Une année transgressive où chacun s'est autorisé à rêver d'un monde meilleur.

1968, c'était le Vietnam, le Biafra, et le Printemps de Prague. 1968, c'était l'assassinat de Martin Luther King.

1968, c'était...

Algérie

En février, l'université d'Alger est restée fermée durant un mois pour éviter l'extension de la contestation réclamant davantage de liberté d'expression.

Allemagne

En février, impressionnantes manifestations contre la guerre du Vietnam à Berlin Ouest. En avril, violentes émeutes suite à la tentative d'assassinat d'un leader étudiant (2 morts).

Argentine

Grève insurrectionnelle à Cordoba. 10 000 grévistes chassent la police et occupent la ville.

Espagne

Grèves et contestations accélèrent la décomposition du franquisme.

Biafra (Nigeria)

Le blocus terrestre et maritime et la famine qui en découla ont fait dans cette province sécessionniste du Nigeria de 1 à 2 millions de morts.

Brésil

En juin, une manifestation à Rio est réprimée dans le sang (6 morts, 1 000 arrestations).

Canada

Le 24 juin, c'est le « mardi de la matraque ». Près de 300 arrestations d'indépendantistes, 125 blessés.

Italie

En janvier, occupation de l'université de Padoue. C'est le début de 2 années de luttes estudiantines et ouvrières intenses. En mai, grève générale dans la métallurgie.

Japon

En janvier, immenses manifestations contre la guerre au Vietnam. En mai, émeutes estudiantines à Tokyo. En octobre, la jeunesse japonaise « Zengakuren » assiège durant 3 jours le Parlement et l'Ambassade des USA.

Jordanie

Après la déroute arabe durant la « guerre des 6 jours » (1967), en mars 1968 le Fatah tient tête à l'armée israélienne et multiplie ses effectifs par 15 en un an.

Liban

Nombreuses manifestations au Liban pour soutenir la cause palestinienne.

Mauritanie

Le 27 mai, grèves massives dans les mines (7 morts).

Mexique

2 et 3 octobre, l'armée tire sur la foule : plus de 200 morts et 2 000 arrestations. Le 17 octobre, sur le podium olympique, 2 sprinters américains lèvent leur poing ganté de noir durant l'hymne US.

Pologne

Le 8 mars, révolte d'étudiants à Varsovie suite à l'interdiction d'un spectacle jugé antisoviétique par le pouvoir. Une purge politique s'en suit (expulsion de 13 000 étudiants juifs).

Royaume-Uni

Première marche violemment réprimée en Irlande du Nord.

Sénégal

Le 29 mai, grève générale réprimée par l'armée (1 mort).

Tchécoslovaquie

Début du « Printemps de Prague » en février. Il sera écrasé sous les chars russes au mois d'août.

Uruguay

En juin, émeutes étudiantes à Montevideo : état de siège décrété et libertés publiques suspendues.

USA

Suite à l'assassinat de Martin Luther King, des émeutes éclatent dans 125 villes, faisant 45 morts. En août, manifestations anti-guerre du Vietnam à Chicago : violents affrontements.

Yougoslavie

En juin, manifestations des étudiants à Belgrade. La répression fait une centaine de blessés.

Vietnam

En janvier, lors de la fête du Têt, 80 000 combattants du Viêt-Cong lancent l'offensive contre une centaine de villes du Sud-Vietnam.



Jean-Jacques Guigon

Responsable « Europe / International »
Comité régional CGT Rhône-Alpes

L'AGENDA



1 JOURNÉE NATIONALE DE LUTTE

• 22 mai

2 CONGRÈS DE L'UL DE VOIRON

• 24-25 mai

3 « MARRÉE POPULAIRE »

• 26 mai

4 CONGRÈS DE L'UL DE VIENNE

• 30 mai - 1^{er} juin

5 JOURNÉE D'ACTION DES RETRAITÉS

• 14 juin

6 LA CGT 38 SUR LE TOUR DE FRANCE 2018

• 19 juillet

Directeur de la publication :
Nicolas BENOIT
Imprimerie Notre Dame - Montbonnot
N° commission paritaire :
0216 S 05444
I.S.S.N. 1154-6670



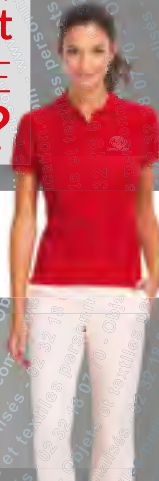
Publicités

COMITÉS D'ENTREPRISES



Communication

ET VOUS,
quel support
POUR VOTRE
IMAGE?



Pensez à vos cadeaux personnalisés

- Journée Internationale de la Femme
- Fêtes des Mères • Fêtes des Pères
- Cadeaux de fin d'année

LMcommunication.com Tél. 02 32 18 07 70

ORGANISATIONS
SYNDICALES

J'ai le pouvoir
de protéger
mon activité
syndicale.



Ce qui est essentiel pour nous à la Macif,
depuis plus de 30 ans, c'est de protéger
l'activité syndicale de nos partenaires.

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,
c'est un engagement de tous les instants.
C'est pourquoi, lorsque vous choisissez de défendre
les intérêts des salariés, la Macif est à vos côtés
pour soutenir et sécuriser votre action militante.

Contactez-nous : partenariat@macif.fr

Assurances
Banque
Santé
Essentiel pour moi



Les garanties et prestations sont accordées dans les conditions et limites des contrats souscrits.
MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2, rue de Noël-de-Fond 79000 Niort.
Intermédiaire en opérations de Banque et en services de paiement pour le compte exclusif de Socram Banque. N° ORIAS : 19005670 (www.orias.fr).